



Ambassade de France en République tchèque
Service économique de Prague

Prague, le 22.03.2021
Affaire suivie par : Haude Blanc, Julie
Muro

République tchèque – Des perspectives économiques toujours incertaines, conditionnées à la suite de l'épidémie et à la campagne de vaccination

Résumé :

La République tchèque a enregistré en 2020 la pire récession de son histoire récente (-5,6%), avec deux vagues de covid-19, au printemps et à l'automne. Toutefois, l'ampleur de cette récession n'est pas aussi forte que celle enregistrée dans plusieurs autres Etats membres de l'UE tels que la France (-8,1%), l'Italie (-8,9%) ou encore l'Espagne (-11%).

Pour 2021, les prévisions restent toutefois particulièrement incertaines car elles sont conditionnées à la campagne de vaccination et à l'évolution de l'épidémie et de ses variants alors même que la République tchèque fait face à une 3^{ème} vague. Pour l'heure, les principales prévisions tablent sur une croissance comprise entre 2,2 et 3,2% pour cette année, sous l'hypothèse d'un retour modéré de la croissance au 2^{ème} trimestre, puis d'une reprise plus visible au 2^{ème} semestre en lien avec un effet suffisant des vaccinations pour permettre un assouplissement des restrictions. Ces prévisions de rebond modéré en République tchèque en 2021 sont, cette fois-ci, inférieures aux prévisions pour la moyenne européenne (+3,7% selon les prévisions d'hiver de la Commission européenne) dans la mesure où la récession tchèque a été en 2020 moins forte que la moyenne de l'UE.

1. Retour sur 2020 : même si la récession a été la plus forte de l'histoire récente de la République tchèque, elle est restée inférieure à la moyenne européenne.

D'un point de vue économique, avec une récession de 5,6% en 2020, la République tchèque a enregistré la pire récession de son histoire depuis 1993. Pourtant, les scénarii catastrophiques du printemps/été dernier de récession à deux chiffres ne se sont pas matérialisés. La République tchèque n'a pas non plus été en 2020 l'Etat membre le plus frappé au sein de l'Union européenne (-8,1% pour

la France, -8,9% pour l'Italie ou encore -11% pour l'Espagne ; -6,2% pour l'ensemble de l'Union européenne en moyenne et -6,6% pour la zone euro ; cf. annexe).

L'économie ne s'est donc pas effondrée en 2020, même si, au niveau sanitaire, la République tchèque est l'Etat membre de l'UE le plus durement touché par l'épidémie depuis le dernier trimestre 2020. Cette situation résulte, d'une part, de la résilience du secteur industriel qui a continué à fonctionner pendant la 2^{ème} vague et qui continue toujours à fonctionner (les restrictions ayant surtout porté sur les services, notamment le commerce de détail), d'autre part, d'une récession relativement modérée en Allemagne (-4,9%), le principal partenaire commercial.

Au niveau des indicateurs conjoncturels, la production industrielle a retrouvé en décembre son niveau précédant la pandémie (+ 0,5% sur un an, après -34,1% en avril sur un an). L'industrie tchèque orientée vers l'exportation a en effet profité de la réouverture des frontières après le 1^{er} confinement du printemps dernier et d'une forte demande extérieure. Néanmoins, sur l'ensemble de l'année 2020, la production industrielle a été en moyenne inférieure de 8% à 2019.

Les ventes au détail (hors automobiles) ont reculé sur l'année 2020 de seulement 0,9% en moyenne, grâce, d'une part, aux rebonds enregistrés à l'été et en décembre avec la réouverture de tous les commerces au cours de ces deux périodes de l'année, d'autre part, au boom des ventes à emporter et électroniques (+28,2%). Les ventes de voiture et les activités de réparation automobile ont quant à elles fortement reculé, de 15,4% en moyenne sur 2020.

L'activité du secteur de la construction, qui avait pourtant été moins touché en avril que les autres secteurs, a souffert tout au long de l'année 2020 (-7,7% en moyenne en 2020 ; -12,4% sur un an en décembre).

Enfin, le commerce extérieur tchèque, qui avait été fortement impacté au 1^{er} semestre 2020, a rattrapé en bonne partie son retard durant la seconde partie de l'année : ainsi, sur l'ensemble de l'année 2020, en moyenne, les exportations tchèques n'ont plus reculé que de 3,1% par rapport à 2019 et les importations tchèques de 4,3%. La France est l'un des partenaires commerciaux de la République tchèque avec lesquels les échanges ont le plus diminué : selon les douanes françaises, nos exportations vers la République tchèque ont reculé de 11% en 2020, à 4,2 Mds EUR, et nos importations de 16,8%, à 6,7 Mds EUR. Le secteur automobile (véhicules et équipements) compose à lui seul environ 30% de nos échanges avec la République tchèque.

2. Des prévisions de croissance toujours très incertaines pour 2021, comprises à ce stade entre 2,2% et 3,2%.

L'incertitude qui entache les prévisions des économistes a grandi, celles-ci étant conditionnées à la suite de l'épidémie et à la réussite de la campagne de vaccination. Le scénario central sur lequel s'appuient les économistes est actuellement celui d'un retour modéré de la croissance au 2^{ème} trimestre, sous l'hypothèse d'un allègement progressif et prudent des restrictions, puis d'une reprise plus visible au 2^{ème} semestre en lien avec un effet suffisant des vaccinations pour permettre un assouplissement des restrictions. L'année 2021 étant aussi une année électorale (élections générales à l'automne), la politique budgétaire (avec notamment le paquet fiscal adopté fin 2020 – cf. point 4 - et les diverses mesures de soutien aux ménages et aux entreprises) et le plan de relance européen sont autant de facteurs haussiers. Le principal risque reste en revanche l'évolution de la pandémie et

ses variants, la République tchèque faisant face en mars 2021 à une 3^{ème} vague accompagnée de nouvelles mesures de restriction équivalant à un quasi-confinement.

Les principales prévisions des économistes tablent actuellement sur une croissance comprise entre 2,2% (Banque centrale tchèque) et 3,2% (Commission européenne) pour cette année (cf. annexe). Le ministère tchèque des finances prévoit quant à lui une croissance de 3,1%, et la KB de 2,6%. Ce rebond modéré, qui serait inférieur à celui enregistré pour l'ensemble de l'UE (3,7%), résulte d'une récession 2020 inférieure à la moyenne européenne. Dans le cadre du scénario central susmentionné, l'activité économique ne retrouverait pas son niveau d'avant crise avant la fin de l'année 2021 pour les plus optimistes, et vraisemblablement pas non plus avant le second semestre 2022 (selon la Banque centrale et la KB). Pour 2022, les principales prévisions disponibles récentes s'étalent entre 3,8% (Banque centrale tchèque) et 5% (prévisions d'hiver de la Commission européenne).

3. Un taux de chômage qui augmente très lentement et qui reste le plus faible de l'Union européenne.

En janvier 2021, le taux de chômage s'est élevé à 3,3%⁽¹⁾, ce qui correspond à une hausse de seulement 1,3 point de pourcentage depuis le début de la pandémie (taux de chômage à 2% en février 2020). Le taux de chômage reste ainsi en République tchèque le plus faible de l'Union européenne.

Cette relativement faible augmentation du taux de chômage s'explique par un marché particulièrement tendu avant crise (taux d'emplois vacants le plus élevé de toute l'UE) ainsi que par les mesures prises par le gouvernement (programme « Antivirus » d'activité partielle de longue durée prolongé pour le moment jusqu'à fin avril) et la durée du préavis de licenciement (minimum légal de deux mois mais minimum conventionnel souvent beaucoup plus long).

Dans ses prévisions du 29 janvier, le ministère tchèque des finances prévoit que le taux de chômage augmente de 2,6% en 2020 à 3,3% en 2021.

4. Un déficit public 2020 historiquement élevé qui devrait continuer à augmenter cette année.

En 2020, le déficit budgétaire s'est établi à 367,4 Mds CZK (contre un déficit de 28,5 Mds CZK un an plus tôt), soit le déficit le plus élevé de l'histoire moderne de la République tchèque. Selon les données du ministère des finances, le déficit public s'est élevé à 5,8% du PIB en 2020 et la dette à 38,3% du PIB.

Le budget voté pour 2021 est, pour le Premier ministre Andrej Babis, un budget d'année de campagne électorale pour les élections législatives des 8 et 9 octobre. Un nouveau déficit budgétaire de 500 Mds CZK⁽²⁾ (8,5% du PIB, soit bien supérieur à la prévision actuelle de déficit du ministère des finances) a été adopté par le Parlement le 18 février 2021 dans le cadre d'une LFR. Cette LFR prend notamment

(1) Ce chiffre est celui publié par l'office statistique tchèque et repris par Eurostat pour des comparaisons européennes. Pour des raisons méthodologiques, ce chiffre est inférieur d'environ 1 point de pourcentage à celui publié par le ministère du travail et des affaires sociales (4,3 % au 12 mars) mais les évolutions de ces deux séries de données sont similaires.

(2) La loi de finances initiale, adoptée fin 2020, comprenait un déficit budgétaire de 320 Mds CZK.

en compte un « paquet fiscal » de près de 2 points de PIB adopté fin 2020 (dont la principale mesure est la suppression du salaire super-brut dans le calcul de l'IR).

Dans ses prévisions macroéconomiques publiées fin janvier ⁽³⁾, le ministère tchèque des finances prévoit pour 2021 un accroissement du déficit public à 6,6% du PIB ⁽⁴⁾ et une dette à 43,3% du PIB (contre 30,2% en 2019).

5. L'inflation devrait fluctuer cette année autour de la cible de 2% et la couronne devrait s'apprécier sous l'hypothèse notamment de l'amélioration de la conjoncture et du sentiment sur les marchés financiers.

Alors que la Banque centrale tchèque (CNB) cible une inflation à 2% avec une bande de tolérance de +/-1 pp, elle a accepté l'année dernière une inflation au-dessus de 3% dans la mesure où la priorité de la CNB est avant tout d'aider l'économie à limiter l'impact de la crise de la covid-19. En 2020, l'inflation s'est en effet élevée en moyenne à 3,2% (avec un maximum à 3,7% en février 2020). En outre, comme prévu par les analystes, cet épisode inflationniste n'a été que temporaire puisqu'elle a rapidement reculé depuis la fin de l'année dernière pour s'établir à un taux de 2,1% en février 2021, traduisant l'impact de la forte baisse de la demande et de l'activité économique. L'inflation relativement élevée de 2020 s'explique par une inflation sous-jacente soutenue, d'en moyenne 3,4% sur l'année (reflétant la hausse des coûts pour les entreprises et l'augmentation de leurs marges visant à compenser en partie les pertes de revenus subies pendant le confinement du printemps dernier), et par une croissance rapide des prix alimentaires (restrictions aux transports internationaux au printemps ; pénuries de main d'œuvre dans l'agriculture). Pour 2021, l'inflation devrait fluctuer autour de la cible de 2%. Le ministère des finances prévoit un taux d'inflation de 1,9 % en moyenne en 2021.

Après s'être dépréciée à 26,5 CZK/EUR en moyenne en 2020 (contre 25,7 CZK/EUR un an plus tôt), la couronne fluctue entre 25,7 et 26,4 depuis le début de l'année et les économistes prévoient son appréciation progressive au cours de l'année, reflétant la résilience de l'industrie tchèque et basée sur une hypothèse d'amélioration de la conjoncture économique à partir du 2^{ème} semestre. La Banque centrale tchèque prévoit ainsi un taux de change CZK/EUR à 25,8 en 2021 et à 24,9 en 2022.

Philippe Brunel

(3) Le ministère des finances devrait présenter de nouvelles prévisions macroéconomiques et budgétaires en avril.

(4) Donc avant la hausse du déficit budgétaire prévisionnel de 320 à 500 Mds CZK.

ANNEXES

Tableau 1 – Evolution du PIB en 2020 au sein de l'UE

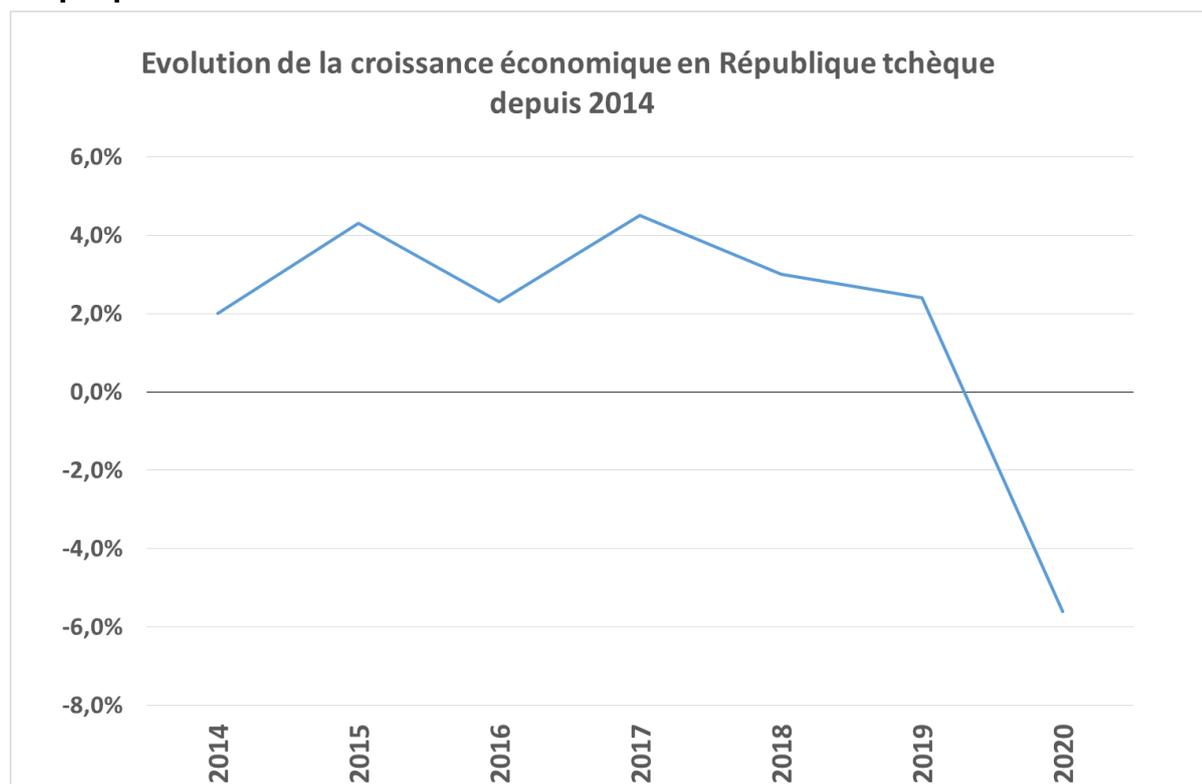
République tchèque	-5,6%
Belgique	-6,4%
Bulgarie	-4,2%
Danemark	-3,3%
Allemagne	-4,9%
Estonie	-2,9%
Irlande	3,4%
Grèce	-8,2%
Espagne	-11,0%
France	-8,1%
Croatie	-8,4%
Italie	-8,9%
Chypre	-5,1%
Lettonie	-3,6%
Lituanie	-0,8%
Luxembourg	-1,3%
Hongrie	-5,0%
Malte	-7,0%
Pays-Bas	-3,8%
Autriche	-6,6%
Pologne	-2,7%
Portugal	-7,6%
Roumanie	-3,9%
Slovénie	-5,5%
Slovaquie	-5,2%
Finlande	-2,9%
Suède	-2,8%
UE 27	-6,2%
Zone euro	-6,6%

Source : Eurostat

Tableau 2 – Les principales prévisions de croissance pour la République tchèque

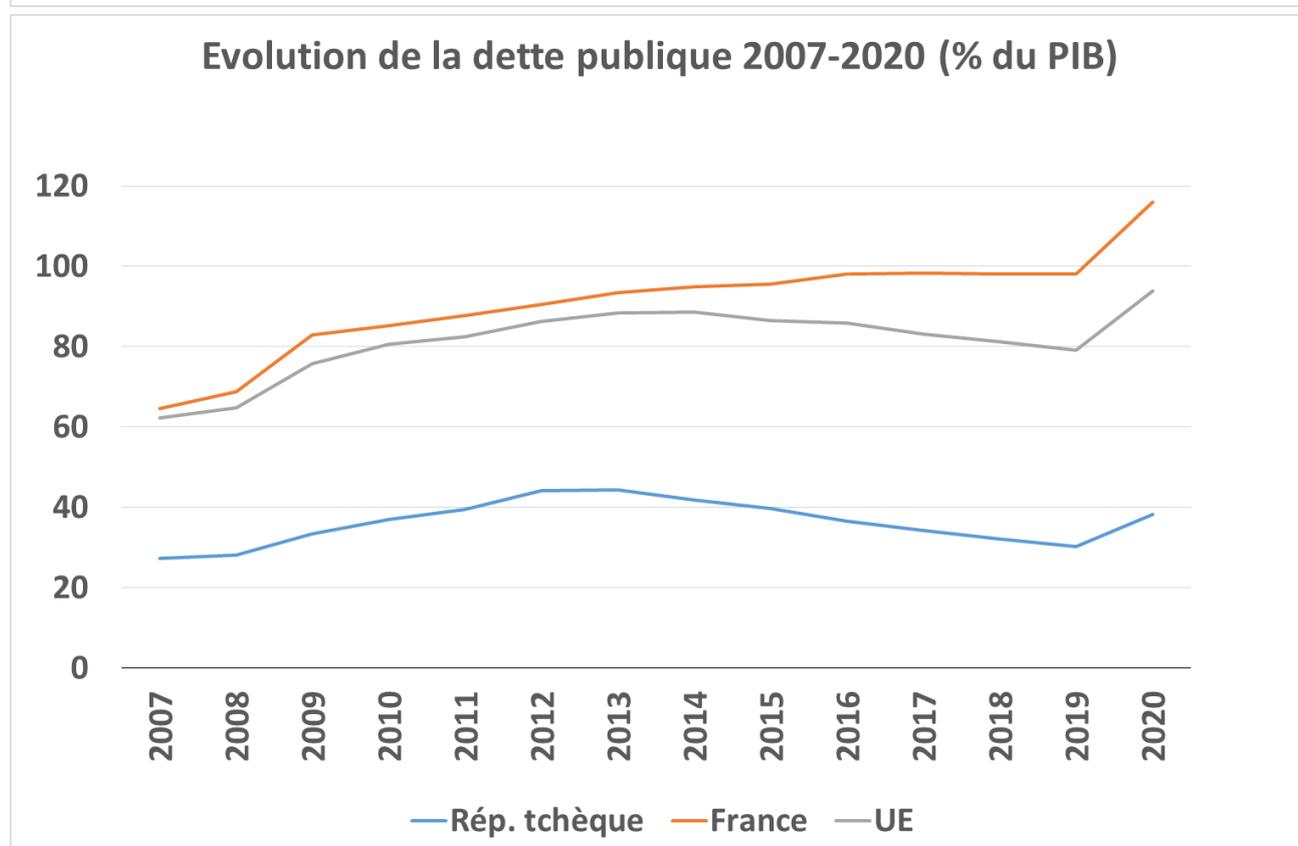
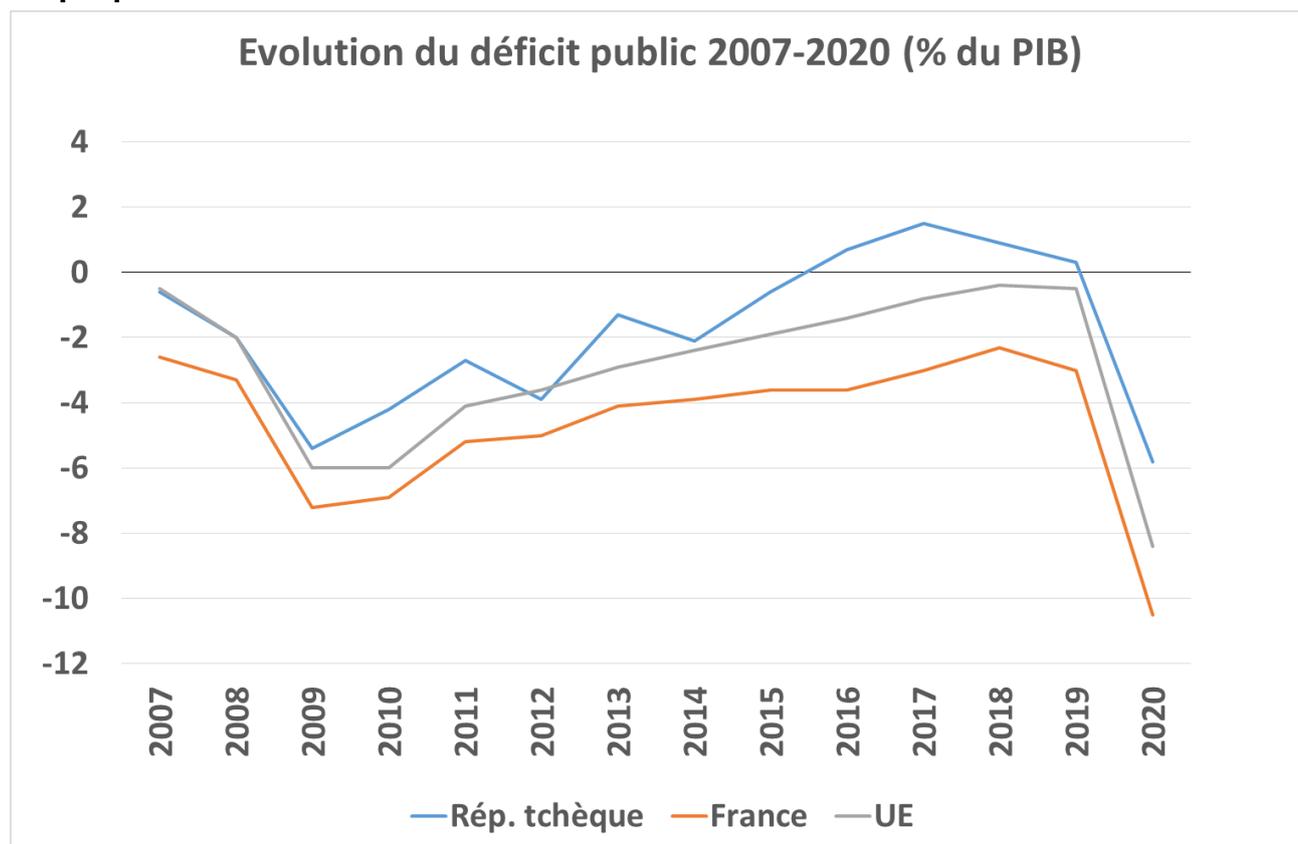
	2021	2022
Komerčni Banka KB (27 janvier 2021)	2,6%	3,9%
Ministère tchèque des finances (29 janvier 2021)	3,1%	nd
Banque centrale tchèque (4 février 2021)	2,2%	3,8%
Commission européenne (11 février 2021)	3,2%	5,0%

Graphique 1



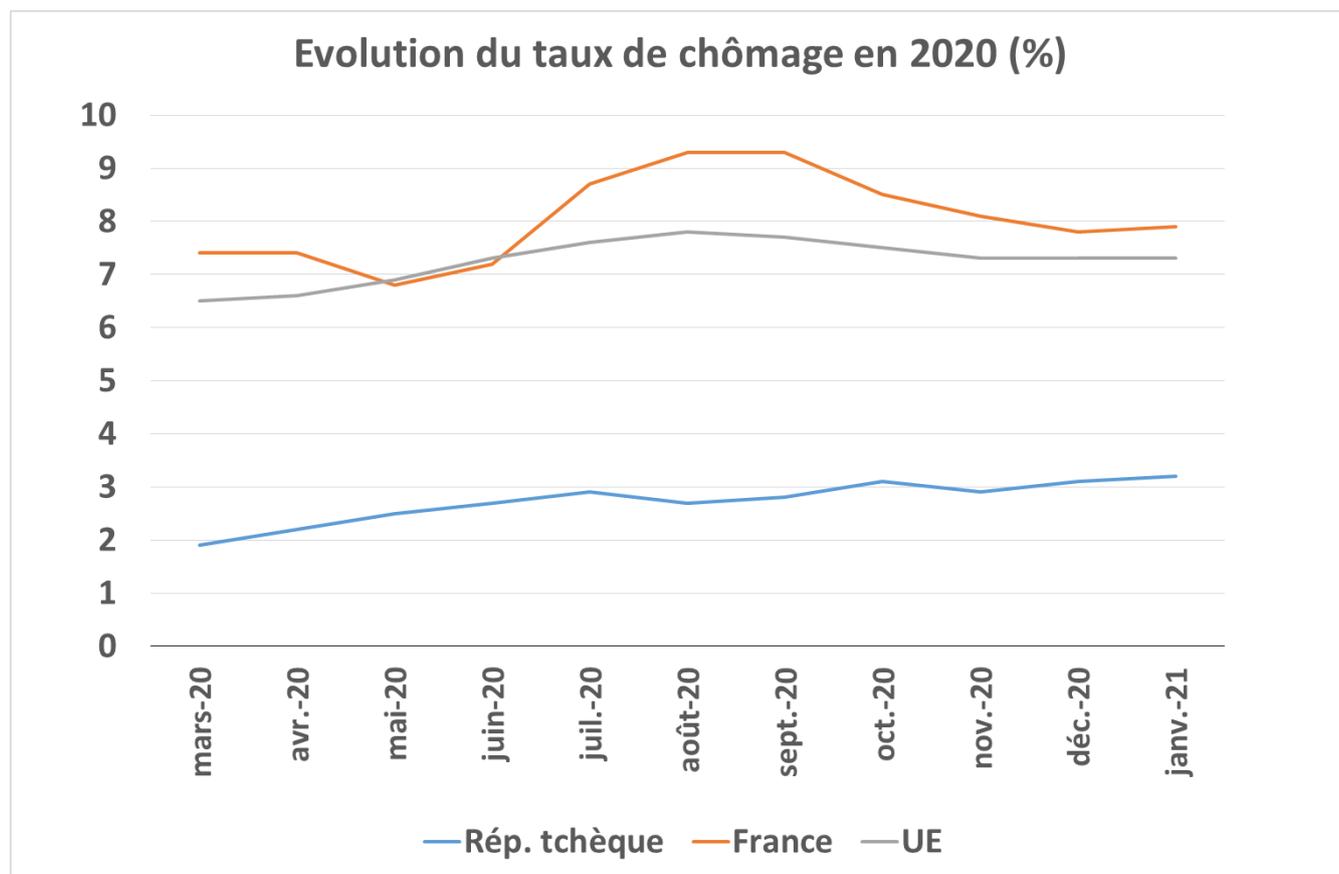
Source : office statistique tchèque.

Graphiques 2 et 3



Source : Eurostat, sauf pour 2020 (ministère des finances pour République tchèque ; prévisions d'automne de la Commission européenne pour la France et l'UE, les prévisions d'hiver publiant uniquement des prévisions de croissance et d'inflation).

Graphique 4



Source : Eurostat.